

Crimes en RDC : le patron de l'ONU en visite surprise au Rwanda

@rib News, 07/09/2010 â€“ Source AFPL Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon est arrivé mardi au Rwanda pour une visite surprise, a annoncé un porte-parole des Nations unies, en pleine polémique autour d'un rapport accusant Kigali d'exactions en République démocratique du Congo (RDC). Cette visite, lors de laquelle M. Ban rencontrera le président Paul Kagame, intervient moins d'un mois avant la publication prévue par l'ONU d'un rapport accusant le Rwanda de crimes en RDC entre 1996 et 1998.

La radio d'Etat Radio Rwanda a confirmé mardi soir la visite du Secrétaire-général de l'ONU, qui n'a été annoncée qu'une fois l'intéressé arrivé sur place. "Le Secrétaire-général a décidé de visiter Kigali pour parler directement au président rwandais et à d'autres officiels du gouvernement de l'inquiétude concernant le rapport sur la République démocratique du Congo préparé par le bureau du Haut commissaire aux droits de l'Homme", a ajouté le porte-parole de l'ONU. M. Ban rencontrera également la ministre des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, a précisé le porte-parole adjoint de l'ONU. La visite du Secrétaire général de l'ONU au Rwanda n'avait pas été annoncée. Son annonce a coïncidé avec son arrivée dans ce pays. Il doit rentrer à New York jeudi matin. L'ONU ne va publier que le 1er octobre le rapport accusant le Rwanda de crimes en RDC, un délai visant à laisser le temps aux "Etats concernés" de faire des commentaires qui seront ajoutés au document, a indiqué jeudi le Haut commissariat aux droits de l'Homme. "A la suite de demandes, nous avons décidé de donner aux Etats concernés un mois supplémentaires pour faire des commentaires sur le projet (du rapport)", a expliqué la Haut commissaire aux droits de l'Homme, Navi Pillay, citée dans un communiqué. Un projet de rapport détaille les massacres, viols et pillages commis par des militaires de plusieurs pays et notamment du Rwanda au cours des deux guerres qui se sont déroulées dans l'ex-Zaïre. Selon ce texte du Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme, "les attaques systématiques et généralisées --contre des Hutu réfugiés en RDC après le génocide de 1994 contre les Tutsi-- révèlent plusieurs éléments accablants qui, s'ils sont prouvés devant un tribunal compétent, pourraient être qualifiés de crimes de génocide". Le nombre de victimes s'élève à "probablement plusieurs dizaines de milliers" selon le rapport. Plus d'un million de Hutu rwandais s'étaient réfugiés chez le voisin congolais par crainte de représailles après la prise de pouvoir au Rwanda en juillet 1994 de la guérilla du Front patriotique rwandais (FPR), à majorité tutsi. Ces informations ont provoqué un tollé à Kigali. Le régime du président Paul Kagame, issu du régime vivement agi à la publication par la presse de ce rapport et menacé de retirer les 3.550 soldats qu'il a mis à la disposition de l'ONU au Soudan, essentiellement dans la province du Darfour. Ban Ki-moon a invité le Rwanda à revoir sa position pour ne pas mettre en danger la stabilité dans la région. Saluant la contribution du Rwanda aux missions de paix, Ban Ki-moon a affirmé jeudi à Vienne qu'il espérait "que cette contribution se poursuivra pour la paix et la sécurité dans la région". "La paix et la sécurité au Darfour et au Soudan ont des implications pour la paix dans toute la région", a-t-il plaidé. Le Rwanda compte 3.300 militaires au sein de la mission de paix ONU/Union africaine (Minuad), et 256 au sein de la Mission des Nations Unies au Soudan l'Unmis. "L'ONU ne peut pas gagner sur les deux tableaux (...) On ne peut pas accuser notre armée de pourchasser des civils sur la base de leur ethnie (...) et demander à cette même armée d'être une force morale et disciplinée pour protéger les civils dans le monde", a estimé la chef de la diplomatie rwandaise Mme Mushikiwabo. L'ONU a fait savoir quelques jours après ces protestations qu'elle repoussait au 1er octobre la publication de la version finale du rapport contesté, afin de laisser le temps aux "Etats concernés" de faire des commentaires qui seront ajoutés au document. Le rapport est "malveillant, choquant et ridicule" a affirmé fin août le gouvernement rwandais. Une version de ce rapport avait été publiée par le journal Le Monde et par la BBC, avant sa version finale. Dans un communiqué transmis sur le site de l'agence rwandaise de presse, le gouvernement a accusé les Nations Unies d'avoir laissé publier ce rapport afin de détourner l'attention d'une série de viols commis par les rebelles à proximité d'un camp de casques bleus dans l'Est de la RDC. Un porte-parole de l'ONU avait ensuite démenti les affirmations du quotidien français Le Monde, à l'origine de la publication du texte, selon lesquelles M. Ban Ki-moon aurait fait pression sur le haut commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme pour que ce dernier retire le terme de "génocide" du texte. Lors de son investiture lundi, le président rwandais Paul Kagame, au pouvoir depuis 1994 et arrivé au mois dernier, a dénoncé les "mensonges" proférés contre son pays à l'étranger, mais il n'a fait aucune référence spécifique au rapport de l'Onu. L'opposition rwandaise a de son côté appelé l'ONU à "aller plus loin" pour que les responsables des crimes commis en RDC soient traduits en justice. "Au vu du rapport de l'ONU accusant le Rwanda de possible génocide en RDC, nous encourageons les Nations unies et la communauté internationale à aller plus loin pour traduire en justice les responsables de tous les crimes de guerre et crimes contre l'humanité", écrivent trois partis rwandais regroupés au sein d'une plateforme d'opposition.